

Vent de fronde à Sciences po

Richard Descoings, le médiatique directeur, fait face au **MÉCONTENTEMENT D'ENSEIGNANTS QUI REDOUTENT UNE PRIVATISATION**. Les finances de l'institution sont sous tension.

PAR CLARISSE JAY

La fronde sourd à Sciences Po, l'Institut d'études politiques de Paris. Depuis janvier, des « contributions » d'enseignants-chercheurs permanents, conduits par l'historienne Claire Andrieu et le sociologue politique Philippe Braud, circulent en interne pour dénoncer la « réforme permanente des filières », « la complexité et l'instabilité des procédures de consultation et de décision » jugées « opaques ou autoritaires ». Une révolution ? Non une révolte... de velours. Car, dans cette vénérable institution, hausser le ton n'est pas de mise. Il y a ceux qui roulent pour son médiatique directeur, Richard Descoings. Et ceux qui n'adhèrent pas à son système de gouvernance. Ceux-là se taisent... ou partent. On ne critique pas cet État dans l'État : les anciens sont si nombreux à essayer les couloirs de la haute fonction publique, de la finance, des médias...

LA FAIBLESSE NUMÉRIQUE DU CORPS ENSEIGNANT PERMANENT EST POINTÉE DU DOIGT.

D'autant que, depuis son arrivée en 1996, Richard Descoings a eu le mérite de dépolématiser la « belle endormie ». « Je me suis vite rendu compte que c'était le meilleur », se rappelle Alain Lancelot, directeur de 1986 à 1996. Très vite, le jeune et fringant conseiller d'État enchaîne les réformes. Il ouvre Sciences po à la diversité, rénove les filières, multiplie les mastères professionnels (journalismes, carrières judiciaires...). « D'ici à 2013, nous aurons 6 ou 7 écoles » assure Richard Descoings. Il ouvre cinq premiers cycles délocalisés thématiques que compléteront bientôt ceux de Reims et Angers. Il révisé la grille des droits de scolarité pour favoriser « la redistribution interne ». Mais aussi pour augmenter ses ressources propres. Sciences po compte désormais 8.600 élèves, 3.000 de plus qu'en 2006.

Un argent frais indispensable pour rivaliser à l'international, recruter les meilleurs enseignants-chercheurs, explique Jean-Emmanuel Combes, président de l'Association des anciens élèves. Richard Descoings est en effet obnubilé par les classements mondiaux, notamment le Times Higher Education Supplement qui relève Sciences po au 105^e rang quand la London School of Economics (LSE) caracole à la 4^e place. Or, dans sa note de juillet 2008, l'agence Fitch Ratings pointe la fragilité financière de Sciences po, qui a puisé en moyenne 5,4 millions d'euros dans ses réserves entre 1999 et 2004 pour financer ses investissements. Par ailleurs, selon l'agence de notation, le prêt à 30 ans de 45 millions d'euros contracté auprès de Dexia pour l'achat en 2005 du siège de l'ENA « ne permet pas de reconstituer une marge de manœuvre suffisante pour assurer le développement futur, qui dépendra de l'autofinancement ou de l'accroissement

des dotations publiques ». En l'occurrence, le « chef d'entreprise » Richard Descoings a choisi : ce sera l'autofinancement.

Le statut particulier de Sciences po acquis en 1945 lui donne une précieuse marge de manœuvre : c'est la fondation nationale des sciences politiques, de droit privé, qui assure la gestion administrative et financière de l'établissement public qu'est l'Institut d'études politiques de Paris. Plus de place sera donc accordée au privé. La dotation de l'État doit descendre à 49 % cette année, contre 80 % il y a 20 ans. « Je ne veux pas que l'État reste majoritaire », insiste Richard Descoings. Il faut donc diversifier ses sources de revenus, l'apport des entreprises (mécénat, contrats de recherche, taxe professionnelle, formation continue...) ne pesant que 10 % des ressources propres et les droits de scolarité que 22 %. Fin 2007, une vaste campagne de levée de fonds a été lancée. Elle devrait rapporter 1,5 million d'euros cette année contre 1 million en 2008 (en partie grâce au don d'un particulier de 440.583 euros). Richard Descoings est même allé chasser en terres britanniques et américaines : « Nous avons eu un don de 200.000 dollars et une promesse de 100.000 dollars qui pourrait être prorogée. »

MÉLANGE DES GENRES

Cette croissance tous azimuts n'est pas du goût de tous. Nombreux sont ceux qui pointent le mélange des genres entre public et privé. « Sciences po est devenu une usine à gaz », juge un autre, craignant à terme une « privatisation de fait ». La faiblesse numérique du corps enseignant permanent est également pointée du doigt. Ils sont 230 face aux 2.700 intervenants extérieurs. Et le recrutement prévu de 30 enseignants-chercheurs supplémentaires d'ici à 2013 ne suffira pas à rétablir l'équilibre.

Pour les universitaires, croissance et réformisme à tous crins favorisent « l'opacité, l'anonymat, donc la hiérarchie ». En privé, les langues se délient et évoquent un système autocratique où la concertation n'a pas sa place. « L'administration a le monopole de la définition et de la construction des programmes », déplore un professeur. Il y a aussi le décalage entre les enseignants-chercheurs rémunérés par l'État et les vacataires ainsi que les 700 salariés de la fondation bénéficiant d'un contrat de droit privé. Selon un document de 2005 que « La Tribune » s'est procuré, Richard Descoings, haut fonctionnaire détaché, pointe par exemple à 17.500 euros bruts mensuels, son épouse, directrice adjointe, à 7.600 euros, d'autres à 5.000 euros. Des salaires jugés exorbitants comparés à ceux qui prévalent dans



Richard Descoings, directeur de Sciences po depuis 1996, a mené une action réformatrice de l'institution. Le dépoussiérage de la « belle endormie » est très critiqué.



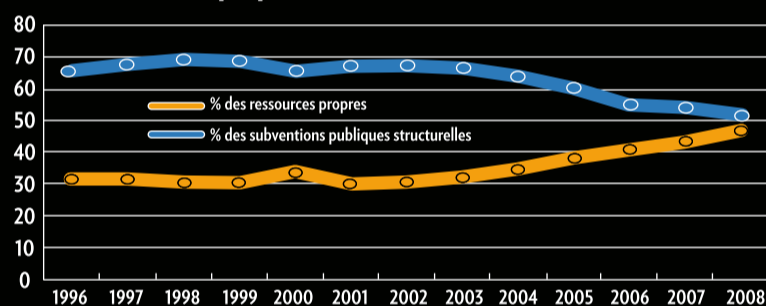
- 8.590 élèves dont 2.640 étrangers
- 520 doctorants
- 2.690 maîtres de conférences, universitaires ou professionnels des entreprises et des administrations publiques
- 52 enseignants permanents
- 182 chercheurs et enseignants-chercheurs
- 831 salariés

Les ressources propres, en milliers d'euros

	Comptes 2007	Budget prévisionnel 2008	Budget prévisionnel 2009
Total général des ressources*	95.574	100.055	112.307
Total général des dépenses	95.565	100.055	111.407
Droits de scolarité	13.676	16.040	21.200
Résultat	9	0	900

*Dont droits de scolarité

Évolution des ressources publiques structurelles et des ressources propres, en % du total des ressources



Source : Sciences po / Photos : AFP

les universités. À cela s'ajoutent des modulations de services et des primes discrétionnaires entretenant le silence. « Certains universitaires permanents ne font que 20 heures de cours au lieu des 192 dues par an » note ce professeur. Richard Descoings se défend : « Quand je suis arrivé, Sciences po a repris mon traitement de 11.000 euros de conseiller d'État + 15 % et j'ai

été augmenté depuis à l'aune de mon travail. Mon salaire est fixé par le comité des rémunérations que j'ai mis en place. Quant aux chercheurs de Sciences po, ils sont certes mieux rémunérés que ceux du CNRS. En contrepartie, ils s'investissent beaucoup dans l'institution. J'ai traité cette question en conseil scientifique. Que veut-on : des rémunérations en fonction du travail ou l'omerté ? »

Mais ce système entretient la loi du silence. De même que la nomination de fidèles ou de personnalités permettant de cultiver un large réseau médiatique et politique. Richard Descoings, ancien collaborateur de Charasse et de Lang, plutôt réputé de gauche, a épousé en 2004 Nadia Marik, responsable à l'UMP et directrice adjointe de Sciences po. Le fils de François Goulard, l'ex-ministre de l'Enseignement supérieur, s'occupe des relations presse de l'école... Ceux qui sèmeuvent en privé se gardent pourtant de toute critique publique, craignant de perdre un poste qui, s'il rapporte peu d'argent, contribue au prestige de celui qui l'occupe.

BIGORNE À LA RELÈVE ?

Richard Descoings briguerait-il en 2011 un 4^e quinquennat ou céderait-il aux sirènes d'un maroquin ministériel ? Même son mentor, Alain Lancelot, juge qu'il a fait son temps. Le nom de Laurent Bigorne comme éventuel successeur circule. Nommé directeur des études à 28 ans, directeur adjoint à 32, il est parti en 2008, à 33 ans, seconder le directeur de la LSE, Howard Davies. « He will be back », avait alors commenté Richard Descoings sur son blog... ■

PLUS ACCESSIBLE POUR LES UNS, PLUS CHÈRE POUR LES AUTRES

Richard Descoings ne s'est pas vu confier par hasard la mission visant à revoir de fond en comble la réforme du lycée. Chantre de l'expérimentation dans les lycées, le patron de Sciences po a défrayé la chronique en ouvrant, le premier, son institution élitiste aux lycées des zones d'éducation prioritaire (ZEP). Aujourd'hui, ces conventions sont « entrées dans les mœurs », constate Cyril Delhay, chargé du programme à Sciences po. Sept lycées étaient concernés en 2001, on en compte 62 aujourd'hui. Et le nombre d'étudiants intégrés dans ce cadre est passé de 17 à 118. « On ne répondait pas à l'exigence républicaine. L'objectif est de former des élites socialement différentes », explique Hakim Hallouch, qui seconde Cyril Delhay. Depuis l'année dernière, le programme a été ouvert aux lycées des zones rurales. « Le système, en développant l'exemplarité, a permis de mettre un terme à l'autocensure des élèves », constate Philippe Destelle, professeur de sciences économiques au lycée Jean-Renoir de Bondy où les entrées en classe préparatoire ont été multipliées par 5. Richard Descoings réfléchit désormais à la suppression du sacro-saint concours, qui ne concerne plus que 30 % des 870 admis de première année, soit moins que les titulaires de mention très bien au bac admis, eux, sur



Le patron de Sciences po a été le premier à ouvrir son institution aux lycées des zones d'éducation prioritaire. Ici, des élèves du lycée Jean-Renoir, à Bondy.

dossier. L'afflux de candidats est tel (10.000 en 2008) que Sciences po doit augmenter sa sélectivité. Une nouvelle réforme des droits de scolarité, initiée par Alain Lancelot, doit également permettre d'intégrer davantage de boursiers. Ils représentent déjà 20 % des effectifs contre 6 % en 2001. À la rentrée prochaine, les droits de scolarité, qui s'échelonnaient de 540 à 5.450 euros, vont passer à une fourchette allant de 540 à 8.500 euros pour le premier cycle et de 900 à 12.000 euros pour les mastères en fonction du revenu des familles, ce qui va augmenter le nombre d'élèves exonérés. Mais Alain Lancelot le reconnaît : l'objectif de la réforme qu'il a lancée, loin d'être social, était « d'augmenter les moyens de Sciences po ».

Ambiance de travail dans un amphithéâtre à Sciences po.